

La nouvelle “Communauté des Pays de Langue Portugaise-CPLP” et la coopération de l’Union Européenne: quelques problèmes¹

Adelino Torres

Université Technique de Lisbonne (ISEG)

Le 17 juillet 1996 a été solennellement créée la CPLP - *Comunauté des Pays de Langue Portugaise*², avec sept pays signataires - Brésil, Portugal, Cap Vert, Guinée-Bissau, St. Tomé, Angola et Mozambique³ - dispersés dans trois continents: l’Europe, l’Afrique et l’Amérique Latine. Discontinue sur le plan géographique, cette nouvelle communauté comprend une population estimée à 203,5 millions d’habitants (204 millions si l’on y inclut les plus de 500 mille personnes de Timor Leste).

Il est vrai que leurs citoyens ont pas tous une connaissance suffisante de la langue portugaise. Selon une étude faite à l’Université brésilienne Candido Mendes, le pourcentage de ceux qui sont dans ce cas est différent de région à région (tableau 1).

Si, pour le Portugal et le Brésil, tout le monde s’accorde que 100 % de leur population domine la langue portugaise, par contre ce pourcentage n’atteindrait que 65% en Angola, 90 % au Cap Vert, 30% en Guinée-Bissau, 40% au Mozambique et 95% en St Tomé (40% à Timor Leste).

On peut penser que cet influence linguistique et culturelle augmentera rapidement dans un proche avenir, aussi bien par l’amélioration de certaines conditions comme la fin de la guerre civile au Mozambique et en Angola, que pour des raisons propres - notamment politiques - aux États africains eux-mêmes.

¹ Communication au Colloque “*Les modalités de la coopération technico-industrielle de l’Union Européenne: état et perspectives*”, organisé par l’Université de Rennes I en juin 1997.

² La véritable cheville ouvrière de la CPLP fut l’Ambassadeur brésilien José Aparecido de OLIVEIRA, sans lequel celle-ci n’aurait probablement vu le jour de si tôt. Normalement il aurait dû être nommé son premier Secrétaire Général ce qui, lamentablement, n’est pas arrivé.

³ Ministère des Affaires Étrangères, *Declaração Constitutiva da Comunidade dos Países de Língua Portuguesa*, Lisbonne, octobre 1996, 31 p.

TABLEAU 1
La langue portugaise dans le monde (1991-94)
 (mille habitants)

	Population totale	% qui parle portugais	Émigrants	TOTAL
Angola	11 070	65 %		7 195,5
Brésil	155 000	100 %	1 000	156 000
Cap Vert	390	90 %	400	751
Guinée-Bissau	1 070	30 %		321
Mozambique	16 000	40 %		6 400
Portugal	9 820	100 %	2 500	12 320
St. Tomé	130	95 %		123,5
Timor-Leste	550	40 %		220
TOTAL	204 030	-	-	183 331

SOURCE: Statistiques réunies par le Prof. José Maria Nunes Pereira (Centre d'Études Afro-Asiatiques de l'Université Cândido Mendes, Rio, Brésil) et reproduites in Clóvis Brigagão, "Comunidade dos Países de Língua Portuguesa: caminhos de integração fraterna", revue *Política Internacional*, vol. I, n° 13, 1996.

La CPLP, pensée depuis le début des années 80 et créée en 1996, se heurte cependant à une question: à quoi pourra servir réellement cette communauté?

Cela suscite aussi dans l'esprit de beaucoup une autre: en supposant que la CPLP se montre capable de fonctionner, quels en seront, à terme, les "bénéficiaires" et les "perdants" de son action? On développera ce dernier point plus loin.

Cette double interrogation se place aussi bien sur le plan politique qu'économique. Étant donnée l'incertitude qui caractérise encore la suite des événements, il ne semble pas que l'on puisse aller au-delà de quelques hypothèses sur les perspectives qui se présentent actuellement.

En ce qui concerne les objectifs de la CPLP, on peut commencer, d'ores et déjà, par écarter l'explication simpliste d'une possibilité de "*domination néocolonialiste*" portugaise, parfois évoquée, laquelle a plus à voir avec de mauvais

souvenirs du passé colonial et une certaine vision idéologique influencée par de vieilles théories révolutionnaires, qu'avec une appréciation objective des faits.

Il serait évidemment absurde de nier que le Portugal a des intérêts dans cette affaire, de même que n'importe quel autre membre de la CPLP. D'ailleurs, on sait que le prétendu "désintéressement" dans les affaires internationales n'a qu'une valeur toute relative. Il tombe sous le sens que le vrai problème n'est pas d'avoir ou de ne pas avoir "des intérêts", mais, simplement, de déterminer comment ils seront répartis. Ce qui, bien entendu, présuppose la définition commune d'objectifs et l'affectation de moyens, avec une négociation pragmatique à chaque phase de leur exécution.

La décision récente de participation de la SONANGOL, entreprise pétrolière de l'État angolais, dans le capital de l'entreprise pétrolière portugaise GALP; mais aussi la constitution, à l'étude, d'une force militaire commune, lusophone, de maintien de la paix en Afrique, montrent qu'il est possible de mettre aujourd'hui sur pied un *partnership* bien éloigné de conceptions surannées d'une autre époque.

L'élection du Portugal au Conseil de Sécurité de l'ONU, en 1996, devançant l'Australie, a été aussi créditée au travail conjoint des pays de la CPLP. Como l'écrivait le *Bulletin* de cette organisation, "la victoire du Portugal sur l'Australie (a été) le premier signe concret de l'importance de la concertation politico-diplomatique dans la CPLP. Les divers États ont conjugué efficacement leurs efforts, au sein de leurs organisations régionales et continentales, afin de garantir le succès de cette candidature lusophone. En se concertant, chacun des Sept a défendu vigoureusement cette candidature comme une question d'intérêt collectif, ce qui a étoffé notre responsabilité dans l'affermissement des liens qui unissent les pays qui parlent la langue portugaise"⁴

Cela n'empêche pas que, dans la phase actuelle, la définition des objectifs de la CPLP ne soit toujours pas très claire, dans la mesure où les attentes des partenaires peuvent ne pas être convergentes à tous les niveaux, surtout en ce qui concerne le choix des grandes priorités, même si la rhétorique officielle ne le laisse pas paraître.

Alors que le Portugal et le Brésil soulignent les facteurs culturels, la "communauté de citoyens" et l'articulation politico-diplomatique qui favorise la "visibilité" des États de la CPLP au niveau international, les autres pays de ce groupe

⁴ *CPLP Boletim* (Lisbonne), I, 1, janvier 1997.

préfèrent avant toute chose la coopération économique. Là aussi on relève des nuances dans les positions entre l'Angola et le Cap Vert d'un côté et la Guinée-Bissau, le St. Tomé et le Mozambique, les plus pauvres, de l'autre.

On peut admettre, il est vrai, que le Portugal et le Brésil ne seraient pas pressés d'assumer la charge économique qui découlerait des attentes de pays africains qui traversent une période sombre⁵.

La situation est naturellement différente pour ces derniers, qui, presque tous (sauf le Cap Vert) se débattent avec des dilemmes économiques et sociaux difficilement surmontables en quelques années. On comprend que ces obstacles soient en première ligne des préoccupations gouvernementales, avant toute considération politique à plus long terme.

Parmi les variables qui influencent les orientations de la CPLP il faut référer celle de l'Union Européenne.

Le fait que le Portugal soit membre de celle-ci, valorise considérablement son prestige auprès des autres membres de la CPLP, même si les attaches historiques et culturelles existantes entre les sept pays de langue officielle portugaise y comptent aussi pour beaucoup. Par contre, cette appartenance implique aussi quelques limitations.

Un autre élément dont il faut tenir compte c'est le contexte géographique, économique et aussi politique dans lequel chaque État est lui-même inséré hors CPLP. Si le Portugal fait partie de l'UE, le Brésil est intégré dans le Mercosud, la Guinée-Bissau et le Cap Vert appartiennent à la CEDEAO, St. Tomé à la CEEAC, et l'Angola et le Mozambique à la SADC. Il serait ilusoire d'ignorer l'influence, plus ou moins directe, que toutes ces zones auront dans les orientations de la CPLP, ce qui rend cette matrice encore plus complexe. Mais il y a des motifs de penser que l'implantation de chacun des sept pays dans une zone d'intégration économique, ne sera pas un facteur de blocage dans le fonctionnement de la CPLP.

Même l'adhésion de la Guinée-Bissau à la Zone Franc ou celle du Mozambique à la Commonwealth ne sont pas incompatibles avec la construction de la CPLP, comme le montre le cas du premier pays, où les investissements d'entreprises

⁵ Cf. Manuel Ennes FERREIRA et Rui ALMAS, "Comunidade Económica ou parceria para o desenvolvimento: o desafio do multilateralismo na CPLP", revue *Política Internacional*, Lisbonne, vol. I, n° 13, 1996.

portugaises ont fortement augmenté depuis que cette adhésion offre des garanties qui n'existaient pas jusqu'alors⁶. Au Mozambique on a aussi enregistré une amélioration des conditions économiques et financières pour les investisseurs de la CPLP⁷.

Cela prouve peut-être que la vieille conception de "*chasse gardée*" est, autant que faire se peut, finalement désuète en Europe. Sur ce chapitre, la cohésion et solidarité d'intérêts de l'UE aura bientôt d'autres épreuves, bien plus rudes, à surmonter. Comme, par exemple, l'éventuel remplacement de la Zone Franc par une sorte de "*Zone Euroafricaine*" où le compte du Trésor français pourrait être remplacé par un compte commun des Trésors de tous les membres de l'UE, lequel couvrirait non seulement les monnaies des pays francophones, mais aussi les monnaies de tous les pays de l'Afrique Sous-Saharienne, comme pertinemment Michel Lelart l'a proposé⁸.

Techniquement et financièrement cela ne pose pas de difficultés infranchissables.

On peut avoir une idée des montants en cause si l'on compare le PIB de l'ensemble de l'Afrique Sous-Saharienne (ASS) avec celui de quelques pays européens en 1994.

Ainsi, par exemple, en 1994, il peut être surprenant d'apprendre que le PIB de l'Espagne était 1,7 fois plus grand que celui de l'ASS; celui de la France 4,8 fois, tandis que la Belgique atteignait presque la même somme. Même le PIB du Portugal parvenait à une valeur équivalente à un tiers du PIB de l'ASS!⁹.

Cela montre que, pour l'UE, la vraie difficulté de création d'un éventuel "Euro" pour l'Afrique n'est pas économique ou financière, mais bel et bien politique.

Hélas!, sur ce plan n'il n'y a pas lieu d'être très optimiste, étant donné le peu d'empressement déjà démontré par quelques pays européens à s'intéresser par une liaison euro-africaine plus profonde. La prévisible soumission des principes de Lomé aux règles de l'OMC pourra le montrer prochainement.

Cette navigation à vue de l'Union Européenne découlerait, selon beaucoup d'analystes, de l'actuel "manque d'imagination" dont font preuve les leaders

⁶ Abílio FERREIRA, "Guiné na Zona do Franco atrai empresários", journal hebdomadaire *Expresso* (Lisbonne), 1/2/97.

⁷ Revue *África Hoje* (Lisbonne), XII, 97, juillet 1996.

⁸ Michel LELART, *La construction monétaire européenne*, Paris, Donod, 1994

⁹ Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1996*, Washington, 1996.

politiques européens lorsqu'ils laissent l'initiative aux banquiers et sacrifient, d'une manière irréfléchie, l'emploi à la monnaie. Pour citer un auteur plus que jamais actuel, ils oublient aussi "le péril que fait courir à la société le principe utopique d'un marché autorégulateur"¹⁰. C'est pourquoi il faut tout craindre...

*

* *

Dans les débats qui ont eu lieu, dans les sept pays, à propos des éventuels avantages et inconvénients de la formation de la CPLP, on peut distinguer quelques questions ou plans de discussion¹¹.

La première question consiste à demander si la CPLP peut être transformée dans une zone de libre échange, en vue à une ultérieure évolution vers une zone de véritable intégration économique. Certains intérêts économiques africains verraient d'un bon oeil cette solution. Dans le *Forum d'Entrepreneurs de Langue Portugaise* (Lisbonne, avril 1996), on a écouté des interventions favorables à cette hypothèse.

Ce serait aller trop loin. Ne serait-ce que parce que le Portugal est membre de l'UE et, à ce titre, est conditionné par l'application de la politique commerciale commune. Par ailleurs, étant donné l'état où se trouvent encore les économies des PALOP (sigle de "*Pays Africains de Langue Officielle Portugaise*", que l'on utilisera dorénavant), même s'il y a une perspective de redressement dans les prochaines années (le Mozambique fait actuellement des progrès rapides), la méfiance des investisseurs étrangers est, à juste titre, encore trop grande.

En deuxième lieu, par contre, il est raisonnable de penser que l'on pourra profiter des structures et solidarités issues de la CPLP pour améliorer les échanges à l'intérieur de cet espace. La communauté peut aussi faciliter la globalisation de cet espace régional, si elle donne priorité à la compétitivité et au développement, comme l'a souligné le ministre de l'économie portugais, Mr. Augusto Mateus¹².

¹⁰ Cf. Karl POLANYI, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983, p. 203.

¹¹ Cf. M. Ennes FERREIRA et R. ALMAS, op. cit..

¹² cf. revue *LUSOFONIA*, op. cit.

Toutefois il ne faut pas non plus se faire trop d'illusions sur la rapidité de l'évolution des échanges, non seulement pour les motifs ci-dessus indiqués, mais aussi parce que les relations économiques entre les sept pays sont trop faibles. Si, par exemple, en 1994 environ 62% des exportations portugaises destinées à l'Afrique allaient vers les PALOP, le Portugal n'importait de ces PALOP que 3% des achats originaires du continent.

TABLEAU 2
Importance de l'Afrique Sous-Saharienne dans des exportations et les importations totales portugaises

	1975	1991	1994
% des exportations totales portugaises	10 %	5 %	3,3 %
% des importations totales portugaises	6,7 %	3,6 %	3,5 %

SOURCE: INE (Institut National de Statistique portugais)

TABLEAU 3
Principaux destins des exportations portugaises en 1994

DESTIN	% DU TOTAL DES EXPORTATIONS
Allemagne	18,9 %
France	14,7 %
Espagne	14,5 %
Grande-Bretagne	11,6 %
Pays Bas	5,4 %

SOURCE: INE

On constate que le commerce portugais avec le continent africain, est aujourd'hui bien plus faible qu'il ne l'a été dans le passé. En 1994, par exemple, 3,3% des exportations portugaises (vers le monde entier) allaient vers l'Afrique Subsaharienne (ASS) comme on voit dans le tableau 2. En même temps, seulement 3,5% de ses importations totales avaient cette provenance. L'essentiel du commerce extérieur portugais est aujourd'hui fait avec des pays de l'UE (Tableau 3).

Si ces résultats sont déjà inférieurs à ceux des années précédentes, la différence est encore plus sensible si la comparaison remonte à 1975. En résumé, en ce qui concerne les relations commerciales du Portugal avec l'ASS, les chiffres de

1994 correspondaient à un tiers des exportations et à presque moitié des importations totales portugaises de 1975 avec le même territoire.

Il faut ajouter que les importations portugaises venues de l'ASS sont concentrées dans un très petit nombre de produits en brut (pétrole, matières premières, produits alimentaires), alors que les exportations portugaises vers cette destination sont bien plus diversifiées et les biens ont souffert une transformation.

On peut observer que les investissements portugais en ASS sont surtout appliqués dans les territoires lusophones. En 1994, de 142 projets d'investissement portugais à l'étranger, 86 % sont allés dans les cinq pays de langue officielle portugaise (voir tableau suivant):

TABLEAU 4

Pays qui ont reçu les 142 projets d'investissement portugais en 1994	% reçue des 142 projets d'investissement en 1994
Angola34 %
Mozambique27 %
Guinée-Bissau7 %
Cap Vert14 %
St. Tomé et Príncipe4 %
Divers14 %

Par ailleurs, si les PALOP occupent une très faible place dans le commerce extérieur portugais, le Portugal a encore un poids décisif dans le commerce extérieur de ces pays.

Ainsi, par exemple, en 1994 les PALOP n'ont représenté que 0,34 % des importations totales portugaises et 3,7 % de ses exportations. Autrement dit les cinq pays lusophones réunis ne représentaient que 16 % des exportations portugaises vers l'Espagne et 0,7 % des importations de ce même pays européen.

Par contre, le Portugal était, dans les années 90, le premier fournisseur de marchandises des PALOP (sauf dans le cas du Mozambique) et leur premier acheteur (sauf dans le cas de l'Angola)¹³.

En ce qui concerne l'Aide Publique au Développement (APD), l'effort portugais a considérablement augmenté ces dernières années. L'APD portugaise atteignait, au milieu des années 90, environ 51 milliards d'escudos (presque 2 milliards de francs français), soit 0,35 % du PNB, pourcentage à comparer avec les 0,02 % du PNB en 1980. Cela lui donnait - par rapport au PNB national - la 10e place parmi les 21 pays de l'OCDE, au-dessus de la moyenne des pays de cette organisation (0,30%), aussi bien que des EUA (0,20%) et du Japon (0,31%), mais encore en-dessous de la moyenne de l'UE (0,42%).¹⁴

De la totalité de l'aide portugaise, l'aide bilatérale représente 69 % (allant en totalité vers les cinq PALOP).

Si l'on regard l'APD internationale en 1994, du point de vue de chaque pays africain lusophone, le Portugal était:

- En 1ère place pour le Cap Vert et la Guinée-Bissau;
- En 2e place pour St. Tomé et Príncipe
- En 5e place pour l'Angola
- En 8e place pour le Mozambique.

Il faut souligner que l'effort financier de manutention et remboursement des dettes du grand barrage mozambicain de Cahora Bassa, assumé par le Portugal, n'est pas inclu dans l'APD portugaise remise à ce pays. Si c'était le cas, alors l'aide portugaise au Mozambique serait, de très loin, la plus importante de toutes les nations étrangères présentes dans ce pays africain¹⁵.

Il est cependant curieux de vérifier la relation entre les montants des investissements directs portugais dans les restants 6 pays de la CPLP et les montants des investissements directs de ceux-ci au Portugal dans les cinq années de la période 1991-1995. Contrairement à toute attente, les investissements directs totaux de la CPLP au Portugal sont plus importants que ceux du Portugal dans la CPLP, ce qui ne manque pas de surprendre (tableau 5). Cela est dû exclusivement aux investissements

¹³ Cf. Jorge Eduardo da Costa OLIVEIRA, *A Cooperação Portuguesa*, Lisbonne, ISEG, 1995.

¹⁴ Cf. Ibidem

¹⁵ Cf. Ibidem

directs brésiliens au Portugal, lesquels sont presque 7 fois plus élevés que ceux du Portugal au Brésil dans cette période. On doit toutefois remarquer que, à leur tour, les investissements directs portugais au Brésil ont, selon certaines sources, fortement augmenté à partir de 1996.

TABLEAU 5
Investissements directs dans l'espace CPLP en 5 ans (1991-95)
- en milliers d'escudos portugais (PTE) -

FLUX TOTAUX DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	Total de la période 1991-95 en milliers d'escudos (PTE)	En milliers de francs fr. (FF)
1. Investissements directs des autres CPLP au Portugal:		
<i>en provenance de:</i>		
Angola	729 017	
Brésil	35 982 946	
Cap Vert	10 800	
Guinée-Bissau	710	
Mozambique	17 700	
St. Tomé et Príncipe	600	
TOTAL	36 741 843	1 224 728
2. Investissements directs du Portugal dans les autres CPLP:		
<i>ID portugais dans:</i>		
Angola	3 791 000	
Brésil (1)	5 386 000	
Cap Vert	3 418 000	
Guinée-Bissau	909 000	
Mozambique	6 359 000	
St. Tomé et Príncipe	17 000	
TOTAL	19 880 000	666 000

SOURCE: ICEP, *Portugal: relações económicas com os países de língua portuguesa*, Lisbonne, 1996.

NOTE: 1 FF = 30 PTE environ

TABLEAU 6
Flux des investissements directs entre le Portugal et l'Angola
 (total 1991-1995 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
1. Investissements directs de l'Angola au Portugal:		
- Constitution de sociétés	41 090	5,64
- Ouverture de succursales	8 800	1,21
- Augmentation de capital	647 507	88,82
- Acquisitions	31 620	4,34
TOTAL	729 017	100,00
2. Investissements directs portugais en Angola:		
- Constitution d'entreprises	1 683 000	44,39
- Acquisition d'entreprises déjà existantes	764 000	20,15
- Ouverture de succursale/bureau de représentation	121 000	3,19
- Augmentation de capital	5 000	0,13
- Contrat de consortium ou autre	479 000	12,64
- Prêts	82 000	2,16
- Pré-investissements	6 000	0,16
- Autres	655 000	17,28
TOTAL	3 791 000	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

TABLEAU 7
Flux des investissements directs entre le Portugal et le Brésil
 (total 1991-95 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
1. Investissements directs du Brésil au Portugal:		
- Constitution de sociétés	1 315 430	3,66
- Ouverture de succursale	4 050	0,01
- Autres formes d'établissement	5 450	0,02
- Augmentation de capital	29 758 898	82,70
- Autres investissements dans des entreprises installées	934 932	2,60
- Acquisitions	977 242	2,72
- Autres	2 986 944	8,30
TOTAL	35 982 946	100,00
2. Investissements directs du Portugal au Brésil:		
- Constitution d'entreprises	151 000	2,80
- Acquisition d'entreprises déjà existantes	654 000	12,14
- Augmentation de capital	3 463 000	64,30
- Prêts	695 000	12,90
- Autres	423 000	7,85
TOTAL	5 386	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

TABLEAU 8
Flux des investissements directs entre le Portugal et le Cap Vert
(total 1991-1995 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
1. Investissements directs du Cap Vert au Portugal:		
- Constitution de sociétés	10 800	100,00
TOTAL	10 800	100,00
2. Investissements directs du Portugal au Cap Vert:		
- Constitution de sociétés	308 000	9,01
- Acquisition d'entreprises déjà existantes	3 033 000	88,74
- Ouverture de succursale/bureau de représentation	2 000	0,06
- Prêts	66 000	1,93
- Autres	9 000	0,26
TOTAL	3 418 000	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

TABLEAU 9
Flux d'investissements directs entre le Portugal et la Guinée-Bissau
(Total 1991-95 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
1. Investissements directs de la G.Bissau au Portugal:		
- Constitution de Sociétés	710 000	100,00
TOTAL	710 000	100,00
2. Investissements directs du Portugal en G. Bissau:		
- Constitution de sociétés	116 000	12,76
- Acquisition d'entreprises déjà existantes	295 000	32,45
- Augmentation de capital	62 000	6,82
- Prêts	423 000	46,53
- Prêts supplémentaires de capital	2 000	0,22
- Pré-investissements	11 000	1,21
TOTAL	909 000	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

TABLEAU 10
Flux d'investissements directs entre le Portugal et le Mozambique
(Total 1991-95 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
<i>1. Investissements du Mozambique Au Portugal:</i>		
- Constitution de sociétés	8 470	47,66
- Augmentation de capital	9 000	50,65
- Acquisitions	300	1,69
TOTAL	17 700	100,00
<i>2. Investissements du Portugal au Mozambique:</i>		
- Constitution de sociétés	1 597 000	25,11
- Acquisition d'entreprises déjà existantes	947 000	14,89
- Ouverture de succursale/bureau de représentation	76 000	1,20
- Augmentation de capital	3 507 000	55,15
- Prêts	187 000	2,94
- Pré-investissements	9 000	0,14
- Autres	37 000	0,58
TOTAL	6 359 000	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

TABLEAU 11
Flux d'investissements directs entre le Portugal et St Tomé et Principe
(Total 1991-1995 en milliers de PTE)

Sens des flux et type d'opérations	TOTAL	
	Valeur	%
<i>1. Investissements de S.T.P. au Portugal:</i>		
- Constitution de Sociétés	200	33,33
- Autres formes d'établissement	400	66,67
TOTAL	600	100,00
<i>2. Investissements du Portugal à S.T.P.:</i>		
- Prêts	1 000	5,88
- Autres	16 000	94,12
- Autres	17 000	100,00

SOURCE: ICEP 1996 (voir tableau 5)

Par ailleurs, il n'est pas sans intérêt de savoir vers quels secteurs se dirigent ces investissements directs.

Ainsi, les investissements angolais au Portugal vont surtout vers le secteur du commerce en gros (90%), alors que ceux du Portugal en Angola se trouvent moins concentrés dans plusieurs secteurs, parmi lesquels le commerce en gros et au détail, restaurants et hôtels (28%); banques, assurances, opérations sur des immeubles et services rendus aux entreprises (25%); industries de transformations (18%) et industries extractives (15%).

Les investissements du Brésil au Portugal sont éparpillés dans de nombreux secteurs d'activité, mais surtout dans celui des banques et autres institutions monétaires et financières (64%); construction et travaux publics (10%); assurances (8%) et industries d'alimentation, boissons et tabac (7%). De même, les investissements portugais au Brésil se concentrent dans le secteur des banques, assurances, opérations sur immeubles et services rendus aux entreprises (84%) et dans les transports, stockage et communications (7%).

À son tour le Cap Vert investit au Portugal spécialement dans le secteur des transport et stockage (93%), tandis que les investissements portugais au Cap Vert vont surtout le secteur des transports, stockage et communications (89%).

Les investissements de la Guinée-Bissau au Portugal sont dans deux secteurs: construction et travaux publics (63%) et commerce en gros (37%). Ceux du Portugal en Guinée-Bissau se retrouvent en particulier dans le commerce en gros, restaurants et hôtels (37%), dans l'agriculture, sylviculture, chasse et pêche (30%) et dans les transports, stockage et communications (25%).

Les investissements du Mozambique au Portugal sont principalement dans les secteurs des transports et stockage (47%), restaurants et hôtels (24%) et industries d'alimentation, boissons et tabac (17%). Par contre les investissements portugais dans ce pays africain se retrouvent dans les industries de transformation (67%) et dans les banques, assurances, opérations sur immeubles et services rendus aux entreprises (20%).

Les montants concernant les îles de St Tomé et Príncipe (STP) sont dérisoires. Les investissements directs de STP au Portugal concernent uniquement les opérations sur immeubles et services rendus aux entreprises (67%) et le commerce en gros

(33%). Les investissements portugais à STP sont concentrés dans le secteur de transports, stockage et communications (100%).

D'un autre côté, les relations économiques intra-CPLP sont, d'une manière générale, peu importantes. Ce n'est que très récemment, depuis 1995-96, que l'on enregistre une forte croissance des échanges économiques et financiers entre le Portugal et le Brésil, à tel point qu'en 1977 le Portugal est déjà le 6^e investisseur étranger au Brésil. Les échanges entre le Brésil et les PALOP sont relativement faibles.

Quant aux relations économiques entre les PALOP eux-mêmes, on peut dire qu'elles sont, depuis les indépendances (1975), négligeables, en dépit des sommets de chefs d'État et des successives proclamations d'intentions.

Un troisième plan de réflexion est celui d'un renforcement de la relation UE/Mercosud/Lomé par l'intermédiaire de la CPLP. Cette idée n'est pas sans intérêt. Cela pourrait, notamment, aider à une meilleure insertion de la CPLP dans l'économie mondiale, en renforçant, en même temps, les objectifs internationaux de l'UE.

Il n'est pas irréaliste de dire que, même si la Convention de Lomé disparaît bientôt, du moins dans sa structure actuelle¹⁶, sous la pression exercée par l'OMC, il va de l'intérêt de l'Europe, de l'Amérique Latine et de l'Afrique que cette relation triangulaire soit développée.

Une quatrième question est parfois soulevée dans certains milieux portugais: celle qui concerne un véritable tournant du Portugal vers cet espace CPLP au détriment, si nécessaire, de son intégration dans l'UE.

C'est une conception politique et économique minoritaire et dépassée, ne méritant mention que parce qu'elle évoque un préjugé vivace dans des secteurs restreints mais toujours influents, selon lequel le Portugal aurait une "vocation atlantique", voire "tournée vers le Sud"...

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il s'agit d'un malentendu: l'insertion du Portugal dans la CPLP n'a évidemment rien à voir avec une telle perspective. Ce vieux préjugé n'a plus de sens.

¹⁶ Voir Jean BOSSUYT et al., *Au-delà de Lomé IV - Pistes de réflexion sur l'avenir de la coopération ACP-UE*, Maastricht, ECDPM, 1996.

Il est vrai que, du XVIe au XXe siècles, il y a eu une interférence historique du Portugal dans des contrées aussi éloignées que l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Océanie.

On sait aussi que le Portugal y a établi des colonies ou de simple comptoirs et, souvent, a laissé sa marque¹⁷ dans les langues ou les coutumes locales, en même temps qu'il subissait des influences diverses qui sont aussi visibles dans la culture portugaise d'aujourd'hui¹⁸.

Ce passé est, pour le bien ou pour le mal, indéniable et a marqué l'imaginaire national. Mais il n'amoindrit en rien l'appartenance européenne du Portugal et son identification avec l'Europe, comme son histoire et sa géographie le confirment.

C'est pourquoi on peut dire que l'originalité de son insertion dans "l'espace CPLP" - dans des conditions qui n'ont rien à voir avec celles d'une puissante Métropole - loin d'être en contradiction avec l'intégration européenne, peut, au contraire, mieux aider à renforcer les ponts entre les continents américain, africain et européen (sans en exclure complètement l'Asie) avec des résultats bénéfiques pour tous¹⁹.

S'il y a une véritable puissance (en gestation) dans cet ensemble, elle sera certainement le Brésil, qui pourra devenir, comme tout porte à croire, une nation de premier plan avant le milieu du XXIe siècle²⁰. Dans les toutes dernières années ce pays a mis sur pied, avec succès, une réforme monétaire (le plan Real). L'inflation est passé de 5 000 % à 13 % en 1996²¹, tandis que l'investissement intérieur brut, qui enregistrait un taux de croissance de de 0,2 % en 1980-90, atteignait, dans les années

¹⁷ Il n'y a ici, bien entendu, aucun jugement de valeur dans ce propos. Pour une critique historique de l'occupation de l'Asie, par exemple, voir un des premiers ouvrages d'un auteur du "Tiers Monde": K.M. PANIKKAR, *Asia and Western Dominance* (1953), trad. fr., *L'Asie et la domination occidentale - du Xve siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1956, 448 p. (préface d'Albert BÉGUIN).

¹⁸ Voir l'ouvrage de Armando Martins JANEIRA, *O impacte português sobre a civilização japonesa*, Lisbonne, Dom Quixote, 1970 (Ancien Ambassadeur portugais au Japon, de son vrai nom Virgilio Armando Martins. Certainement le plus grand connaisseur portugais de la culture japonaise et des liens entre celle-ci et le Portugal).

¹⁹ Dans le cadre d'un "système mondial hiérarchisé", pour reprendre l'expression de Michel BEAUD.

²⁰ Pour donner seulement un exemple, il suffit de rappeler que le Brésil est déjà le 8e marché d'informatique du monde, avec 15 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1996, ce secteur ayant actuellement un taux de croissance annuel de 20 %, ce qui fait que le Brésil fabrique déjà plus d'ordinateurs que d'automobiles. Le Brésil va exporter en 1997 plus de 100 millions de dollars de produits d'informatique, essentiellement du software pour l'instant. Mais existe un plan conjoint avec le gouvernement américain pour exporter deux milliards de dollars jusqu'à l'an 2000. En ce qui concerne le marché intérieur, il faut rappeler que le Brésil a aujourd'hui 12 villes ayant plus de 4 millions d'habitants, toutes économiquement très actives.

1990-94, un taux de 1,8 %²². Toutefois, ces chiffres ne rendent pas compte des réelles potentialités, dans un nombre impressionnant de secteurs, d'un pays jeune qui, dans certaines créneaux, réalise déjà des performances hors de la portée des autres membres de la CPLP.

En ce qui concerne les autres partenaires africains, on ne répugne pas d'admettre que le renforcement de leurs liens avec l'économie mondiale peut, en gros, être bénéfique pour eux, y compris dans la prévention de troubles politiques dans les sociétés les plus fragiles²³. D'autre part, comme l'a bien souligné Philippe Hugon, il est enfin clair que "les défis en cours de l'Afrique ne peuvent être relevés que par une double action, *internationale et interne*"²⁴

En cinquième lieu, on discute aussi, parfois, la distribution des "bénéfices" de ce projet entre les partenaires de la CPLP. La question n'est pas inattendue mais, dans cette phase, est prématurée et ne peut qu'envenimer les choses.

On peut même dire que cet abordage immédiatiste ne traduit, en dernière analyse, qu'une vision très étriquée des choses, car, vus ainsi, ces "bénéfices" se trouvent réduits à des échanges de biens et services traditionnels et aux respectifs soldes des balances commerciales ou des paiements.

On oublie que, d'une façon plus large et médiante, les transferts de technologie, la création d'entreprises mixtes, la délocalisation des productions, les échanges de services facilités par la langue aussi bien que par les "langages" et comportements, "l'effet d'imitation", la modernité y induite, les communications en temps réel, etc., donnent aussi origine à ce que l'on pourrait appeler, au sens large et, ici, quelque peu allégorique, des "économies externes", d'où découlent des conséquences profondes dans les camps culturel et politique.

Si cela conduit ou non, encore une fois, à une "désastreuse"²⁵ notion de "développement", n'est pas, bien entendu, un problème secondaire. Mais puisque les alternatives "*idéales*" tournent actuellement à vide et que les théoriciens du développement, égarés, se cherchent encore, il faut de toute façon, faut de mieux,

²¹ Revue *LUSOFONIA* (Lisbonne), I, 2, 1996.

²² Banque Mondiale, *opus cit.*

²³ Voir par exemple, David R. SMOCK and Chester A. CROCKER (Ed.), *African Conflict Resolutin*, Washington, 1995.

²⁴ Philipp HUGON, *L'économie de l'Afrique*, Paris, La Découverte, 1993.

reprendre la bonne vieille méthode empirique (soumise, évidemment, aux interrogations poppériennes). Tôt ou tard, on finira bien par se ressaisir, puisque l'expérience se chargera peut-être de nous fournir des points de repère pour trouver des nouveaux cadres théoriques d'orientation, d'explication et, qui sait?, de prédiction...

En attendant, les économistes et autres spécialistes des sciences sociales, auraient tout à gagner en luttant d'ores et déjà pour une vision plus systémique, qui dépasserait non seulement les fourvoiements des calculs comptables mercantilistes et la géométrie unidimensionnelle des avantages comparatifs, mais aussi, tout spécialement, les "expérimentations" irresponsables de la paranoïa déprédatrice que l'on trouve trop souvent dans la pensée unique ultralibérale²⁶.

En effet, d'innombrables hommes politiques, économistes et entrepreneurs, ayant trop vite enterré les enseignements de Keynes²⁷ ou certains des avis d'un Schumpeter, d'un François Perroux ou d'un Marx, peu lus de toute façon, ne voient les affaires mondiales qu'à l'intérieur de paramètres surannés pris par le petit bout de la lorgnette.

Enfermés dans l'univers du profit immédiat ou dans les "élégances" dépourvues de projet d'un *économisme* vide, sans rapport avec la complexité qui caractérise le monde en gestation²⁸ (mais soutenus sans relâche par les Institutions Internationales), on ne pourrait espérer mieux, vraiment, que la pauvreté d'un "qui bénéficiera tout de suite?"²⁹...

²⁵ Cf. Jean-François BAYARD, "Finishing with the Idea of the Third World: The Concept of the Political Trajectory" in James MANOR (Ed.), *Rethinking Third World Politics*, Longman, 1991.

²⁶ Voir, par exemple, Philipp ARONDEL, *L'impasse libérale*, Paris, DDB, 1995. Voir également: John KEKES, *Against Liberalism*, Ithaca, Cornell University, 1997; Jean-Pierre DUPUY, *Le sacrifice et l'envie*, Paris, Calmann-Lévy, 1992; Alain CAILLÉ et al., *Pour une autre économie*, Paris, La Revue du M.A.U.S.S., La Découverte, 1994; Alain CAILLÉ et al., *Comment peut-on être anticapitaliste?*, La Revue du M.A.U.S.S., La Découverte, 1997; José Maria CARVALHO FERREIRA et al. (Org.), *Entre a economia e a sociologia*, Lisbonne, Celta, 1996.

²⁷ Prof. Sir Hans W. SINGER, *How relevant is Keynesianism Today for Understanding Problems of Development?*, Lisbonne, ISEG, 1995.

²⁸ Après la lecture de l'incroyable Gary BECKER et semblables il faut absolument reprendre des forces (et les esprits) avec des auteurs comme: Hans W. SINGER, John TOYE, Susan STRANGE, A. HIRSCHMAN, Edgar MORIN, A. LIPIETZ, le GROUPE DE LISBONNE, etc.

²⁹ Cf. Adelino TORRES, "Mercados e desenvolvimento em África: lógicas e desafios num contexto de 'globalização'", in: J. Carlos VENÂNCIO (Org. de), *O desafio africano*, Lisbonne, Ed. Vega, 1997, pp. 85-130.

Même sous une forme non élaborée de sens commun, on pourrait peut-être y répondre qu'en dehors de tout modèle théorique, comptable ou économétrique, on ne voit pas pourquoi le renfort de zones comme celle de la CPLP ne pourrait-il pas favoriser la constitution de passerelles pour une "mondialisation", dont on parle si fréquemment, sans jamais proposer des formes de transition socioéconomiques réalistes et humainement acceptables³⁰.

En dernier lieu, la défense et la promotion de la langue et de l'identité culturelle sont, au départ, des questions tenues comme fondamentales dans ce cadre. Cette préoccupation est présente dans beaucoup d'auteurs portugais³¹ et brésiliens qui la tiennent à coeur. Toutefois, elle ne semble pas susciter la même attention auprès des autorités politiques africaines ou, du moins, n'est apparemment pas ressentie de façon semblable, même si le portugais est aujourd'hui langue de travail aussi bien à l'OUA qu'à la SADC.

On n'entrera pas ici dans la question de la langue comme instrument d'identité et d'action. Laissons de côté les susceptibilités qui résultent de discussions, parfois bizantines et souvent inutiles, sur la place que devrait avoir la "*langue officielle*" et la (les) "*langue(s) nationale(s)*" dans le développement des pays africains.

Pour se tenir dans le cadre étroit d'un pragmatisme immédiat, il semble bien que, du moins dans les circonstances actuelles, c'est logique de ne retenir, dans l'usage national et international, que la langue qui - même provisoirement - fait l'unité dans la diversité, qui contrarie les forces centrifuges affaiblissant la cohésion nationale, et qui permet d'accéder d'emblée aux acquis de la "modernité".

Il se trouve que le portugais, outil de communication universelle, remplit ces conditions. Deux remarques cependant: en premier lieu cette observation serait valable pour n'importe quelle langue véhiculaire européenne, africaine ou asiatique qui eût pu se trouver dans le même cas, si les hasards de l'histoire l'eussent voulu. Que l'on se réjouisse ou le déplore, cela ne changera rien à l'affaire pour les décennies à venir.

D'un autre côté, une langue étant un "organisme" vivant, nourri de concepts et d'idées greffés dans un corps social en mutation permanente, ne peut à aucun moment

³⁰ Voir entre autres: T. HOPKINS, I. WALLERSTEIN et al., *The Age of Transition: Trajectory of the World-System (1945-2025)*, Londres, Zed Books, 1996.

être appropriée par nulle culture ou pays. On dirait à la limite que toute langue recèle une duplicité créative: si elle favorise la proximité des nations qui la partagent, elle forge aussi en chacune d'elles une identité irréductible. Le français du Québec ou le portugais du Brésil en sont peut-être de bons exemples...

Enfin, aucune langue autochtone de l'ASS ne pourrait remplir dans l'instant qui passe le rôle national et international, que, légitimement, beaucoup aimeraient lui attribuer. Cela ne veut pas dire que les choses seront toujours ainsi. On peut même être certain que, tôt ou tard, les jeunes générations d'intellectuels africains se chargeront de réparer cette injustice. Et ils auront raison.

*

* *

En conclusion, la CPLP est avant tout desservie par une langue commune et par des attaches historiques et culturelles, considérées, à juste titre, comme des atouts fondamentaux.

Mais construire dans la durée exige davantage.

Si l'on peut dire que la nouvelle communauté est trop récente pour juger dès maintenant de ses résultats, elle paraît, néanmoins, avoir un potentiel qui mérite attention.

Son succès dépend de la conjugaison de deux éléments:

- à l'intérieur, de la définition d'une stratégie solidaire qui intègre des projets rentables et des intérêts communs;
- à l'extérieur, d'une réceptivité internationale qui lui permette de bénéficier plus aisément de l'appui diplomatique et de l'aide bilatérale et multilatérale³².

Dans une époque de libéralisation, accélérée par les accords du GATT, la CPLP peut avoir une fonction utile en amortissant les chocs de la mondialisation et en assurant des transitions sectorielles. Les impératifs de l'économie globale aussi bien que les caractéristiques des pays de la CPLP, excluent au départ la tentation d'un repliement sur soi.

³¹ Cf. Adriano MOREIRA, "A Comunidade dos Países de Língua Portuguesa", revue *Política Internacional*, Lisbonne, vol. I, n° 13, 1996.

La stabilisation de la CPLP peut également ouvrir un nouveau front dans la scène internationale contre l'emprise dominatrice de la "monoculture" anglo-saxonne. Et cela, même si la lusophonie ne dispose pas de moyens équiparables à ceux de la francophonie. Cependant l'ambition n'est pas irréaliste, pourvu que les objectifs soient en consonance avec les moyens mis à la disposition des États de la CPLP³³.

Si la coopération n'est pas, en soi, une "affaire", il est légitime qu'elle fasse place aux affaires. L'action politique des États est décisive dans cette phase et, de toute façon, elle sera toujours primordiale pour la cohésion de l'ensemble. Par la suite, la voix de la société civile devra être de plus en plus écoutée.

Sans que la CPLP soit, à proprement parler, une nouvelle forme de "*division internationale du travail*" en matière de coopération, elle peut, sur le plan multilatéral ou par des accords bilatéraux, renforcer de manière souple l'action de l'Union Européenne dans cet espace et au-delà.

Les perspectives sont donc favorables et, dans cette hypothèse, la CPLP pourra utilement seconder le développement des États membres dans leur transition périlleuse.

Ce faisant, elle contribuera à l'amélioration des relations Nord-Sud...

³² J. M. Durão BARROSO, *Política de Cooperação*, Lisbonne, Ministère des Affaires Étrangères, 1990.

³³ Adriano MOREIRA, *op. cit.*